

Octobre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITE DES PRODUITS

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Vingt et unième session

Rome, 13-16 novembre 2006

MISES A JOUR RELATIVES AU FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 3
II. STATUT DES PROJETS APPROUVÉS PAR LE GROUPE	4 - 19
A. PROJETS ACHEVÉS	4 - 5
B. PROJETS EN COURS D'EXÉCUTION	6 - 10
C. ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS SOUTENUS ET APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE DEPUIS LA DERNIÈRE SESSION	11 - 15
D. PROJETS EXAMINÉS PAR LE SECRÉTARIAT	16 - 19
III. CONCLUSIONS	20

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. INTRODUCTION

1. Le Fonds commun pour les produits de base a désigné le Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers comme l'Organisme international de produit (OIP) chargé de promouvoir et de superviser les projets qu'il finance dans le secteur de l'élevage, avec pour objectif principal l'allègement des contraintes pesant sur le développement de ce secteur.
2. Le présent document met à jour l'information sur les projets et décrit les développements survenus depuis la vingtième session du Groupe, tenue au Canada en juin 2004. Durant cette période le Secrétariat a 1) supervisé trois projets, dont un projet à mise en oeuvre accélérée en Afrique australe; 2) obtenu l'approbation de deux autres projets, dont un projet accéléré par le Fonds commun; et 3) examiné deux autres projets, en fournissant des informations en retour. Des rapports d'avancement détaillés sont disponibles sur demande pour l'ensemble de ces projets.
3. Les délégués sont invités à débattre des projets en cours d'exécution, ainsi que de ceux qui sont soumis pour approbation, à la lumière des priorités du Groupe.

II. STATUT DES PROJETS APPROUVES PAR LE GROUPE

A. PROJETS ACHEVES

Atelier sur l'amélioration de la productivité et de la commercialisation des petits éleveurs en Afrique australe (titre du projet: Identification et formulation d'une stratégie succincte et novatrice d'intervention en faveur des petits éleveurs au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe)

4. Il s'agit d'un projet à mise en oeuvre accélérée qui, après approbation par les Bureaux du Groupe, avait au départ été soumis au Fonds commun pour les produits de base comme projet à part entière. Le Comité consultatif du Fonds commun a recommandé que la phase initiale du projet fasse l'objet d'une proposition accélérée distincte, proposition qui a ensuite été approuvée par le Fonds commun mi-2005 et mise en oeuvre par Action pratique (nouvelle dénomination du Groupe de développement des technologies intermédiaires) durant la première moitié de 2006, l'atelier final se tenant à Harare (Zimbabwe). L'objectif principal du projet était la formulation d'une stratégie d'intervention novatrice et concise, comportant l'identification d'activités de développement ciblées pour le secteur de l'élevage au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe. Ces activités devaient être identifiées et classées par ordre de priorité, en fonction des différents systèmes d'élevage, et notamment des différentes races de bétail et des différentes méthodes d'élevage pratiquées dans la région, ainsi que des diverses structures institutionnelles en vigueur dans les trois pays. Les activités du projet comportaient des réunions entre parties prenantes et des études de cas utilisant une approche par la chaîne de valorisation dans les trois pays. Un atelier final devait aboutir à la formulation d'une stratégie novatrice comportant l'identification des domaines d'intervention prioritaires.

5. L'atelier s'est tenu en avril 2006, en présence de 28 participants de la région. La stratégie requise a été formulée (elle est disponible pour examen par les délégués sur leur demande). Bien qu'Action pratique ait soumis au Secrétariat une proposition de projet de suivi pour examen par le Fonds commun pour les produits de base, le Secrétariat a recommandé de procéder d'abord à une évaluation par des pairs du document de stratégie auprès des bailleurs de fonds, des centres de recherche tels que l'ILRI, et d'autres institutions appropriées avant de soumettre le projet au Fonds commun.

B. PROJETS EN COURS D'EXECUTION

Diversification des produits carnés et amélioration des technologies de transformation de la viande en Asie-Pacifique

6. L'exécution de ce projet a commencé en octobre 2003, trois ans après son approbation par le Fonds commun pour les produits de base. C'est un projet régional d'une durée de trois ans portant sur la transformation de la viande dans la région Asie-Pacifique, et qui s'intéresse essentiellement à l'amélioration de l'utilisation, de la commercialisation et de la transformation de la viande et des produits carnés de diverses espèces animales. Il porte essentiellement sur divers problèmes affectant la transformation des produits carnés dans la région, notamment de graves difficultés d'hygiène et des problèmes technologiques à l'origine de pertes économiques importantes et d'inquiétudes sur la sécurité sanitaire des aliments.

7. Mis en oeuvre par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), avec l'appui technique de la Division de la production et de la santé animales de la FAO (AGAP) et de la CIM/GTZ, le projet est basé aux Philippines (Centre de développement des produits animaux - APDC) avec des centres satellites au Bangladesh, au Myanmar et aux Samoa. La nature régionale du projet permet de renforcer les conditions technologiques, sanitaires, commerciales et environnementales du développement du secteur de la viande dans les pays les plus développés de la région, afin de servir de catalyseur pour encourager un développement similaire dans les pays moins avancés.

8. Le projet devait s'achever mi-2006, cependant des retards de déboursements intervenus dans le courant de 2005 ont nécessité une extension du projet jusqu'à décembre 2006. Néanmoins, les activités du projet sont actuellement exécutées en temps voulu, avec des activités de formation et d'encadrement basées dans les centres satellites, auxquelles s'ajoutent des efforts visant à assurer la durabilité du projet après sa clôture en décembre 2006. Il convient de souligner tout particulièrement l'importante contribution apportée par les gouvernements participants, et dont le total dépasse le montant du financement du Fonds commun pour les produits de base. De façon générale, il est admis que le projet est allé au-delà des espérances en termes de formation dispensée, de fabrication de petit matériel de transformation qui a été à l'origine d'échanges Sud-Sud et de participation enthousiaste des gouvernements, du personnel concerné et du secteur privé.

Amélioration de la productivité, de la qualité, de la sécurité sanitaire et du commerce de la viande bovine en Amérique centrale

9. Approuvé en novembre 1998 par le Groupe, ce projet a finalement été approuvé par le Comité consultatif du Fonds commun pour les produits de base en juillet 2001, adopté par le Conseil d'administration du Fonds en octobre 2002, et son exécution a commencé en septembre 2003. Il s'agit d'un projet d'une durée de quatre ans, avec un budget de 6,2 millions de dollars EU, mis en oeuvre par l'ILRI. Sa portée régionale comprend le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Ce projet fait appel à la coopération régionale, impliquant des institutions telles que l'Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), le Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT), les Servicios Internacionales para el Desarrollo Empresarial (SIDE) et la Secretaría de la Integración Económica de Centro América (SIECA). De plus, la GTZ fournit un assistant technique au projet.

10. L'objectif du projet est l'amélioration du revenu des petits éleveurs, 1) en améliorant la productivité de l'élevage grâce à des activités portant sur une meilleure alimentation et une meilleure santé animale dans les élevages; et 2) en développant les performances du secteur de l'élevage bovin en termes de qualité et de sécurité (normes et surveillance) de la viande de bœuf, par la mise en oeuvre d'une formation à l'utilisation des systèmes de classement des carcasses. L'évaluation à mi-parcours a été achevée en février 2006, concluant que le projet est bien implanté, a beaucoup avancé et qu'il est géré par une équipe compétente et bien en phase avec les institutions de la région. Si l'état d'avancement de la plupart des activités est conforme au

programme de travail, celui des activités relatives à la santé animale laisse à désirer. Le potentiel du projet, en termes de contribution à la réduction de la pauvreté dans la région, est considéré comme important. Le rapport de l'évaluation à mi-parcours est disponible pour les délégués, sur demande.

C. ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS SOUTENUS ET APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE DEPUIS LA DERNIÈRE SESSION

11. Lors de sa vingtième session, le Groupe a donné son accord à deux nouveaux concepts de projets, l'un intitulé « Renforcement du contrôle de l'hygiène et de la qualité de la viande au Soudan et en Éthiopie », et l'autre « Amélioration des moyens d'existence des petits producteurs laitiers d'Asie du Sud ». Le Secrétariat a demandé que le premier donne lieu à un document de projet à part entière, avec, selon les demandes formulées par le Fonds commun, une réduction des coûts de construction et l'adjonction d'autres pays de la région; cependant à ce jour, aucun document révisé n'a été soumis. Par ailleurs, un projet a été accepté par les Bureaux du Groupe, soumis au Fonds commun et son financement approuvé.

Amélioration de l'accès au marché et de la participation des petits producteurs pour un développement durable de la production laitière en Asie

12. La note de concept sur les produits laitiers approuvée par le Groupe en 2004 a été développée pour donner un document de projet à part entière. Cependant, le Fonds commun pour les produits de base a estimé qu'il serait plus indiqué d'en faire un projet accéléré. Ce projet a le soutien de la Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique (APHCA), qui a demandé un appui à la mise en place d'une initiative régionale de développement de la production laitière, tenant compte des besoins et de l'expérience de la région. Par la suite, un projet accéléré a été soumis au Fonds commun par la Division de la production et de la santé animales (AGAP) en janvier 2006. A la demande du Comité consultatif du Fonds commun, le projet a été reformulé, soumis au financement en juillet 2006 et approuvé. Les objectifs en sont le développement d'un plan régional de développement de la petite production laitière en Asie, avec pour principaux axes d'intervention:

- amélioration de la production;
- accès des petits producteurs aux marchés;
- accroissement des revenus des producteurs;
- renforcement des capacités techniques des producteurs et des transformateurs;
- renforcement des cadres réglementaires et de la qualité et de la sécurité du produit.

13. De façon similaire au projet accéléré ciblant l'Afrique australe (cf. par. 4), le projet formulera une stratégie régionale centrée sur les questions ci-dessus, en faisant appel à un processus comportant la consultation des parties prenantes, la réalisation d'études de cas nationales, et la tenue d'un atelier régional, celui-ci étant prévu, en principe, pour début 2007.

14. Le projet de « *Renforcement de la productivité et de la compétitivité du secteur de la petite production laitière au Lesotho et en Zambie* » a été examiné par le Comité consultatif en 2005, avec une recommandation de reformulation en vue de mieux préciser les priorités et axes d'intervention de la stratégie recherchée afin d'en rendre plus accessibles les objectifs, qui comprennent l'amélioration de l'alimentation animale, de la qualité et de la durée de conservation du lait, ainsi que la mise en oeuvre, au stade pilote, de technologies simples de transformation du lait.

15. Le financement du projet a été approuvé par le Fonds commun pour les produits de base en janvier 2006 sous réserve que l'agent d'exécution du projet, Golden Valley Agricultural Research Trust (GART), procède à une révision du plan de financement, avec un budget et des activités plus détaillés, dans le contexte d'un cadre logique revu et corrigé. Cette demande du Fonds commun, que le Secrétariat soutient, est nécessaire pour que les activités du projet soient

assurées de répondre à son objectif, qui est de renforcer la productivité et la position commerciale des producteurs laitiers approvisionnant des coopératives laitières sélectionnées au Lesotho et en Gambie. Bien qu'approvée, l'exécution du projet n'a pas démarré et la signature de l'accord de projet est suspendue à la finalisation des révisions demandées.

D. PROJETS EXAMINES PAR LE SECRETARIAT

Promotion de la production et de la commercialisation de bioproduits permettant d'améliorer la valeur nutritionnelle des résidus agricoles des graminées, et de leur utilisation comme suppléments alimentaires dans des systèmes durables de production de lait et de viande bovine. Projet soumis par l'Association cubaine pour la production animale (ACPA)

16. Cette proposition, avancée par l'Association cubaine pour la production animale, pour un budget de 2,2 millions de dollars EU, dont 1,355 million à financer par le Fonds commun pour les produits de base, concerne des activités à mener à Cuba, en Colombie et au Mexique, sur le thème d'une « contribution à l'accroissement des productions laitière et de viande bovine par la mise en oeuvre de modèles de production économiquement durables et écologiquement appropriés, comportant l'utilisation de technologies à faible consommation d'intrants et un recours aux ressources naturelles à la fois efficace et respectueux de l'environnement. »

17. La nature hautement technique de la proposition a conduit le Secrétariat à rechercher l'avis d'un expert, dont la conclusion a été que « la technologie proposée a effectivement été expérimentée dans la région et ailleurs. Les résultats sont mitigés. Le principal problème, à ce jour, est de passer à l'échelle commerciale tout en conservant aux parties prenantes la maîtrise du procédé et en assurant la durabilité et la viabilité économiques ». Tous commentaires sur l'éligibilité de cette proposition à l'approbation du Groupe sont bienvenus.

Renforcement de la compétitivité des petits producteurs au sein des filières laitières en Amérique centrale

18. Il s'agit d'une note de concept soumise par l'ILRI, agence d'exécution du Projet Bovin Centraméricain (en cours). Le projet proposé, d'une durée de quatre ans, viserait à contribuer à la modernisation de la filière laitière « petits producteurs » dans le contexte de l'intensification de la concurrence résultant des récents accords de libre-échange. Le budget serait de 5 millions de dollars EU, dont 60 % financés par le Fonds commun pour les produits de base, et permettrait des activités centrées sur:

- l'amélioration de la rentabilité de la production laitière à l'échelle de l'exploitant, en agissant sur l'alimentation et la santé du bétail ainsi que sur sa sélection;
- l'amélioration de la qualité du lait (sécurité sanitaire des aliments) et de la valeur ajoutée dans le cadre de la filière laitière;
- l'amélioration du soutien institutionnel et réglementaire apporté à la filière, permettant l'accès aux marchés national, régional et international.

19. Le Secrétariat est actuellement engagé dans un dialogue avec l'ILRI sur l'opportunité de mettre en oeuvre des activités centrées sur la production laitière dans la région de l'Amérique centrale. Quelle que soit l'importance du secteur laitier pour l'économie des pays concernés, il reste qu'une stratégie d'ensemble de la région ne peut être envisagée qu'à la lumière de l'Accord centraméricain de libre-échange, qui a été conclu avec les États-Unis d'Amérique et aux termes duquel le marché de la plupart des produits agricoles sera libéralisé au cours des 15-18 prochaines années. Une proposition plus détaillée, prenant en compte cette analyse et les commentaires du Groupe, sera demandée pour le début de 2007.

III. CONCLUSIONS

20. A la lumière de ce qui précède et sur la base des informations relatives aux projets individuels apportées par le présent document, il est demandé au Groupe de faire tous commentaires et de formuler toutes recommandations sur les questions qui y sont abordées. En particulier, le Groupe pourrait:

- passer en revue et évaluer les résultats des projets achevés;
- évaluer l'état d'avancement des projets en cours d'exécution;
- examiner les propositions de nouveaux projets, les approuver et leur attribuer une priorité;
- identifier des axes d'approche pour de futurs projets.

Appendice I. Résumé des projets Viande et produits laitiers financés par le Fonds commun pour les produits de base et suivis par le Secrétariat du Groupe intergouvernemental (2004-2006)

Titre	Coût (Dollars EU)		Lieu des activités du projet	Date de démarrage	Date d'achèvement/ Observations
	Budget total	Subvention du Fonds commun			
1) Projets en cours d'exécution					
a) Diversification des produits carnés et amélioration des technologies de transformation de la viande en Asie-Pacifique	2 200 000	850 000	Philippines, Myanmar, Bangladesh, Samoa	Octobre 2003	Décembre 2006
b) Amélioration de la productivité, de la qualité, de la sécurité et de la commercialisation de la viande bovine en Amérique centrale	6 200 000	3 400 000	Costa Rica, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Septembre 2003	Décembre 2007
2) Projet accéléré mis en oeuvre et supervisé				ÉTAT D'AVANCEMENT	
Amélioration de la productivité et de la commercialisation des petits élevages en Afrique australe	89 037	70 037	Mozambique, Zambie et Zimbabwe	Une stratégie régionale élaborée par le projet sur la base d'études de cas nationales et d'ateliers régionaux.	
3) Projet/proposition accélérés approuvés				STATUT	
a) Amélioration de l'accès au marché et de la participation des petits producteurs pour un développement durable de la production laitière	157 800	110 200	Bangladesh, Bhoutan, Chine, Inde, Indonésie, Iran, Laos, Malaisie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle- Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Mongolie et RPD de Corée.	Approuvé en juillet 2006 par le Comité consultatif du Fonds commun sous réserve de modifications mineures.	
b) Renforcement de la productivité et de la compétitivité du secteur de la petite production laitière	3 336 000	2 000 000	Lesotho et Zambie	Approuvé par le Fonds commun en janvier 2006, pas encore mis en oeuvre.	
4) Projets à l'étude				STATUT	
a) Renforcement de la compétitivité des petits producteurs au sein des chaînes de valorisation de la production laitière en Amérique centrale	3 000 000	2 000 000	Guatemala, Honduras, Nicaragua et Costa Rica	Il a été demandé à l'Agence d'exécution de justifier la viabilité du projet dans le contexte des accords de libre-échange régionaux et de la concurrence pesant sur le secteur.	
b) Promotion de la production et de la commercialisation des bioproduits afin d'améliorer la valeur nutritionnelle des résidus agricoles des graminées, et leur utilisation comme suppléments alimentaires dans des systèmes durables de production de lait et de viande bovine.	1 355 000	880 000	Cuba, Colombie et Mexique	En raison des aspects techniques pouvant grever la viabilité du projet, les commentaires du Groupe sont demandés par le Secrétariat.	